Violences et pillages des 17 et 18 octobre : plus d’un milliard d’euros de dégâts, 2500 magasins touchés. La Chambre de Commerce et d’Industrie demande l’interdiction des manifestations jusqu’aux fêtes de fin d’année

27/10/2026 à 19h58



Le bilan des dégradations et des pillages en marge des manifestations du 17 octobre est lourd pour les commerçants. «Les premiers retours des assurances nous disent qu’on dépasserait le milliard d’euros», a rapporté ce mardi CCI France. «*Pour Paris, on est sur des centaines de millions*», a précisé le réseau des chambres de commerce. Ces estimations provisoires ont été calculées par la Fondation IFRAP.

Le think tank libéral chiffre la facture à environ 1,1 milliard d’euros dans son hypothèse haute, qu’il retient comme référence, dont près de 910 millions de dommages matériels et 190 millions de pertes d’exploitation ou de manque à gagner

suite à l'arrêt ou à la réduction de l'activité. Les commerces pèsent pour l'essentiel de ce montant (666 millions d'euros), devant les biens publics (200 millions), dont l'hôtel de ville de Limoges, ravagé par les flammes. […]

Les dégâts devraient ainsi dépasser ceux des émeutes consécutives à la mort de Nahel, à l'été 2023, qui avaient coûté 793 millions d'euros aux assureurs pour 16.400 sinistres, et environ un milliard d'euros tous financeurs confondus, selon le Sénat. Elles avaient pourtant duré beaucoup plus longtemps (onze nuits) et touché 672 communes. Cette fois, l'essentiel des dégradations a eu lieu pendant la journée du samedi 17 octobre et la nuit suivante, et se sont prolongées le dimanche 18, dans les hypercentres commerçants. Les autres estimations vont dans le même sens, soit celui d'un bilan supérieur à celui de juin-juillet 2023 : les assureurs s'attendent à une charge supérieure aux 793 millions de 2023, que l'agence de notation Morningstar DBRS borne à 1,2 milliard d'euros si les violences ne s'intensifient pas. […]

Le précédent des gilets jaunes donne la mesure du risque. De mi-novembre 2018 à mi-mars 2019, la perte de chiffre d'affaires avait atteint en moyenne 400 millions d'euros par week-end. L'IFRAP retient, elle, 190 millions d'euros de pertes d'exploitation dans son hypothèse haute pour le seul week-end des 17 et 18 octobre. Face à ce risque, le président de CCI France Alain Di Crescenzo réclame l'interdiction des manifestations jusqu'aux fêtes de fin d'année, même en périphérie, car elles font fuir les clients. «Il faut absolument relancer le commerce», martèle-t-il.

Le Figaro